

LE JOUR, 1947
7 Octobre 1947

LE GOUVERNEMENT ET LES PARTIS EN ANGLETERRE

Pour la première fois depuis que M. Attlee est premier ministre, on entend parler d'élections générales en Angleterre, avant la fin de la législature. Déjà les Conservateurs s'y préparent et, dès l'an prochain, la question se poserait. Les difficultés dans le Royaume-Uni ont atteint un niveau tel, les critiques sont devenues si âpres qu'une consultation populaire pourrait en effet s'imposer.

Lorsque le parti travailliste arriva au pouvoir, il nous parut raisonnable d'écrire que, vraisemblablement, la législature n'irait pas à son terme.

L'usage en Angleterre est de faire appel au peuple lorsque les couches profondes de l'opinion sont troublées par quelque grand problème. C'est alors une forme de referendum qui est d'abord une manifestation de la bonne foi. La probité politique commande d'en référer au peuple lorsque le peuple est intéressé dans sa masse par un événement capital ou par l'application hardie d'une doctrine neuve et hasardeuse.

Le fait que M. Attlee ait dû modifier la composition de son gouvernement n'est pas la marque du confort. Malgré le prestige personnel de M. Bevin, malgré l'autorité et l'activité puissante du Chef du Foreign Office le gouvernement travailliste ne dissimule pas les signes de l'inquiétude. Sir Stafford Cripps devenu le maître de l'économie britannique s'est vu conférer une sorte de dictature dont les Anglais n'ont pas le goût en temps de paix. Simultanément le parti travailliste progresse sur le chemin ardu des contrôles et des nationalisations. Il est de plus en plus prisonnier de ses dogmes et de ses idées.

Et voici un moment où la métropole doit avec vigilance tâter le pouls de l'Empire. Dans la conjoncture, les réactions des Dominions ne peuvent pas être ignorées. Un certain scepticisme à l'égard du pouvoir central, un doute persistant sur sa clairvoyance et sur ses aptitudes a nécessairement sa résonance dans les capitales impériales. Un gouvernement trop discuté à Londres se défend mal à Ottawa, à Prétoria, à Camberra, aux Indes et ailleurs. Il se défend moins bien dans l'univers.

La somme des indices devrait conduire à la consolidation de la politique actuelle par le suffrage du peuple ou au changement de cette politique. S'il est exact que les élections partielles depuis trois ans ont été favorables aux Travaillistes, le nombre des voix obtenues n'a pas toujours été le même et, en tout cas, l'argument ne peut avoir qu'une valeur relative.

L'autre jour, au congrès du Parti conservateur à Brighton, la grande voix de M. Churchill s'est fait entendre. Le vieux lion n'a pas désarmé. A son âge Disraeli et Gladstone gouvernaient encore. Malgré les attaques travaillistes parfois excessives, l'Angleterre reconnaît toujours en Winston Churchill l'incarnation vivante de sa gloire. Elle se laisse émouvoir par sa voix. Et, d'autre part, les chefs du Parti conservateur ne sont pas allés à la tribune du congrès les mains vides. Ils ont apporté un programme où, ensemble, le travail et la liberté sont à l'honneur et qui paraît s'adapter harmonieusement à la vie en marche, aux exigences impératives du siècle.

Sur le plan de la politique internationale M. Churchill a fait une profession de foi qui va loin. Il a dit qu'à ses yeux l'union européenne, la communauté des nations britanniques et une association intime avec les Etats-Unis étaient parfaitement compatibles. On peut être de son avis.

Des élections générales en Angleterre assainiraient sans doute une situation devenue pénible et confuse. A moins d'un redressement de grande envergure, elles paraîtront avant l'été de 1948 à peu près inévitables.